



## Séance Plénière du 12 décembre 2024

### Vœu commun

**Groupe Majorité Régionale, Républicains et Indépendants,  
Groupe UDI &  
Groupe Modem, Radicaux et Apparentés**

---

### **CONTRE LA RATIFICATION DE L'ACCORD DE LIBRE ÉCHANGE AVEC LE MERCOSUR**

Le 6 décembre dernier, depuis Montevideo en Uruguay, Ursula von der Leyen a annoncé que les négociations sur l'accord de libre-échange entre la Commission européenne et les pays du Mercosur avait abouti. Cette issue, qui va à l'encontre de l'avis de la France et d'autres pays européens, est un véritable coup de poignard dans le dos de nos agriculteurs.

En effet, force est de constater que la Commission européenne est allée au bout du sacrifice de l'agriculture sur l'autel de l'industrie. Plus que l'agriculture encore, c'est notre santé qui est la variable d'ajustement : en échange de vêtements ou de voitures, l'accord permet d'importer bœuf, poulet et sucre dont les conditions de production sont inacceptables. Cette décision est une véritable trahison des agriculteurs européens et français dont les standards de production sont les plus élevés au monde.

Malgré tout, les États membres de l'Union européenne doivent encore se prononcer avant que cet accord n'entre en vigueur. Mais la Commission européenne fait peser la menace de le scinder en deux, ce qui permettrait sa ratification simplement par au moins 15 États membres représentant 65% de la population de l'UE au lieu de l'unanimité des pays membres par la voie d'un accord mixte. Cette décision, si elle est prise, priverait donc les Parlements nationaux d'expression et de vote. À l'heure où la défiance envers les institutions européennes ne cesse de s'accroître, cette voie aggraverait durablement ce sentiment.

C'est la première fois qu'une décision pour l'agriculture européenne se fait sans la France et contre la France. Notre pays doit donc peser de tout son poids au sein de l'Union européenne pour que cet accord ne soit pas ratifié en constituant une minorité de blocage. Pour y parvenir, nous avons besoin d'une France forte et crédible dont la parole est écoutée. Or, sans gouvernement, ce travail est laborieux. Il est donc urgent pour l'agriculture française et européenne que la situation politique de notre pays soit résolue avec la nomination rapide d'un gouvernement.

Face à l'impérieuse nécessité de préserver notre souveraineté alimentaire, les Conseillers Régionaux des Hauts-de-France, réunis en séance plénière ce jeudi 12 décembre 2024, demandent

à l'Union européenne :

- De ne pas ratifier l'accord ou d'opter pour un accord dit « mixte » où les vingt-sept, le Parlement européen et enfin les Parlements de tous les pays membres doivent voter le texte ;

au Président de la République :

- De nommer un gouvernement au plus vite afin que la France ait une voix forte pour défendre les intérêts des agriculteurs français au niveau européen.



**Christophe COULON**

Président du Groupe  
MRRI



**Daniel LECA**

Président du Groupe UDI



**Anthony JOUVENEL**

Président du Groupe  
MoDem

**URGENCE ADOPTÉE**